

## 2 Politique

## Sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UE) à Addis-Abeba

## Ali Bongo Ondimba aux côtés de ses pairs

Jonas OSSOMBEY  
Addis-Abeba/Ethiopie

LE président de la République prend part, aujourd'hui et demain, aux travaux de la 26e session ordinaire de la conférence des leaders du continent qui a pour but de mettre l'accent sur la thématique de cette année. Autrement dit : «2016, année africaine des droits de l'Homme». Une attention particulière devra être accordée aux droits des femmes africaines. Un sujet préoccupant qui met plusieurs pays en porte-à-faux avec le rôle important que les Nations unies appellent les États à



Photo : Bandoma

Le président Ali Bongo Ondimba lors d'un précédent sommet de l'Union africaine.

jouer, à travers le monde. Si le Gabon et d'autres États peuvent se targuer

d'être au diapason de cette politique, il reste que certains ont du mal à sui-

vre la cadence dans le cadre de la promotion de la gent féminine aux plus

hautes fonctions de leurs pays. Ali Bongo Ondimba et ses homologues devraient donc susciter des échanges dont le but essentiel est de faire bouger les lignes et briser les barrières d'une situation qui lèse encore le sexe dit faible. Comme lors des précédents sommets, en marge de ces retrouvailles, le numéro un gabonais va s'entretenir avec d'autres dirigeants et personnalités diverses. Les sujets de coopération bilatérale et la réaffirmation des enjeux gabonais en matière de diversification de l'économie devraient être à l'ordre du jour. Notamment l'état général de l'Afrique marqué de nos jours par la crise pétro-

lière et le terrorisme qui menacent gravement la paix et la stabilité de plusieurs régions, dont l'Afrique centrale, avec le phénomène Boko Haram. Des réaménagements sont également attendus au cours de ces retrouvailles. Notamment à la tête de la présidence de l'Union africaine où le président Robert Mugabe (Zimbabwe) devra céder le siège. L'adoption de nombreuses résolutions sera également au menu. Elles devraient concerner le commerce, la sécurité, la lutte contre le sida, l'accès à l'eau potable, l'agenda de développement 2063, et bien entendu la promotion des droits de l'Homme.

## Vie des partis politiques/Ouverture du 7e conseil exécutif du PDS à Port-Gentil

## Faire l'autopsie du parti

René AKONE DZOPE  
Port-Gentil/Gabon

Au-delà de l'évaluation du bilan des travaux depuis le dernier congrès, les participants aux assises de Port-Gentil, ouverte jeudi par Me Séraphin Ndaot Rembogo, président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), les participants, venus de partout à travers le pays, analysent l'actualité nationale et internationale avant de fixer de nouvelles perspectives d'orientation.

Me Séraphin Ndaot Rembogo, président du PDS, a ouvert jeudi, en début de soirée, à la salle polyvalente de la foire municipale Pierre-Louis Agondjo Okawé, les travaux du 7e conseil exécutif du parti, placés sous le thème : «Le PDS au service du Gabon solidaire». Les assises de la capitale économique, prévues pour durer trois jours, regroupent autour du bureau national au complet, de nombreux délégués venus des quatre coins du pays.

Elles sont l'occasion pour les bâtisseurs, a indiqué Me Séraphin Ndaot Rembogo, d'une part d'évaluer le bilan de leurs travaux depuis le dernier congrès, et d'autre part de décrypter l'actualité nationale et internationale avant de déboucher sur de nouvelles perspectives d'orientation. «On ne peut envisager l'avenir politique de notre parti sans examiner ce qui a été fait, ni jeter un regard rétrospectif sur l'environnement et les enjeux politiques», a-t-il expliqué, ajoutant que cette approche permettra simplement à tous les bâtisseurs réunis dans la cité de l'or noir de s'impliquer dans la



Photo : Julie Ngumbi

Les militants du PDS étaient nombreux à l'ouverture des travaux.



Photo : Julie Ngumbi

Une vue des notables et des délégations venues d'ailleurs.



Photo : Julie Ngumbi

Le directoire du PDS avec au premier plan à droite, son président Séraphin Ndaot Rembogo.

recherche des solutions aux difficultés qui parfois freinent leurs actions et ramollissent leur élan. Il s'agira en substance, ajoutera l'orateur, d'évaluer le chemin parcouru par le PDS depuis sa création et l'impact de ses actions multiformes menées, de recenser les espaces géographiques conquis ou à conquérir, de mener une

réflexion mature sur les cibles à atteindre à court, moyen et long termes. Les participants devront également effectuer la nécessaire autopsie du fonctionnement du parti en vue, dira-t-il, de déceler les maux qui par moments entravent "nos" initiatives, ralentissent "notre" marche vers l'accès au pouvoir qui est l'objectif visé par tous

les partis politiques. «Il nous faut redresser la barre du gouvernail, fixer le cap pour aller vers les objectifs retenus lors du 6e congrès de Libreville», a-t-il poursuivi. En dépit de certains maux relevés tels que le non-versement des cotisations et l'indiscipline de certains militants, le président du CND a fait savoir que le

PDS, avec 54 élus locaux dans cinq provinces du pays, est la troisième force politique sur l'échiquier national, derrière le PDG et le CLR, et la première force au niveau de l'opposition Gabonaise, sa famille politique. A quelques mois du congrès de cette formation politique, conformément aux statuts, Me Ndaot Rem-

bogo a invité les participants à commencer à examiner «froidement» ce qui pourrait être "notre" participation à la prochaine élection présidentielle, afin d'extraire ce qui pourrait prêter à confusion. «Vous devez accéder dans cette salle avec l'idée suivante : Au PDS en 2016, 2017 et 2018, nous devons être, non plus la troisième force nationale, mais la deuxième», a déclaré l'ancien bâtonnier, en appelant les siens, face aux échéances électorales capitales qui pointent à l'horizon, à agir avec pragmatisme, abnégation, détermination et enthousiasme militant. Depuis hier matin, les trois commissions mises en place planchent sur «Le programme de gouvernement», «La politique générale» et «L'analyse sur l'actualité nationale et internationale». Les travaux sont présidés par le vice-président chargé du Haut-Ogooué, de l'Ogooué-Maritime et de l'Ogooué-Lolo, Augustin Mouboga.